

# Le Libéraire

Rédaction :  
Administration : N. FAUCIER  
72, rue des Prairies, Paris (20°)  
(Chèque postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBÉRAIRE"  
FRANCE : Un an... 42 fr. Six mois... 21 fr. Trois mois... 10 fr. 50  
ÉTRANGER : Un an... 50 fr. Six mois... 25 fr. Trois mois... 12 fr. 50  
Abonnement postal : N. Faucier 1165-55

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## LES ENSEIGNEMENTS DE JADIS

### Mois Sanglant

Voici revenu le joli mois de juin qui nous apporte, avec la pleine efflorescence de Dame Nature, l'été splendide et radieux. Voici revenu ce « temps des cerises » cher aux poètes et aux amoureux. Et, cependant, malgré que ce mois coïncide avec le Renouveau, que les bois se couvrent de verts ombrages et que les prés se tapissent de fleurs dont les couleurs flattent les yeux et le parfum prend les sens, ce n'est pas une exaltation des charmes estivaux que nous voulons faire ici.

Le mois de juin représente pour nous trop de souvenirs chers à nos cœurs de révoltés, parce que ces souvenirs ont été cimentés par le sang des prolétaires en lutte contre leurs maîtres. Par deux fois, les cadavres d'ouvriers parisiens jonchèrent le sol de la capitale parce que la politique, la sale, la hideuse, la nauséabonde, la criminelle politique avait, de son souffle putride, terni et contaminé le mouvement révolutionnaire.

Par deux fois, après avoir hissé la bourgeoisie au Pouvoir, le prolétariat se leva pour revendiquer son droit à la vie, et par deux fois, la bourgeoisie, plus implacable, plus féroce que ne l'étaient les aristocrates, fit répondre aux revendications ouvrières par des coups de fusils, taillant de larges et sanglantes brèches dans les rangs ouvriers.

Et au moment où la tourbe politicienne essayait de s'accaparer le mouvement révolutionnaire, à l'époque où, pour un but de domestication et d'asservissement du peuple à ses desseins, un parti aussi vil, aussi corrompu que les autres partis, use de l'injure, de la calomnie, voire des coups pour discréditer et essayer de perdre dans l'esprit ouvrier ceux qui veulent lutter pour l'émancipation intégrale des travailleurs et qui démasquent tous les fourbes de la politique, il est bon de mettre sous les yeux ouvriers les enseignements que nous tirons des mois sanglants : 18 juin 1848, juin 1871, parce qu'ils illustrent d'une façon frappante la criminelle naïveté des politiciens de toutes nuances.

**1848.** — Discredité par les scandales et la corruption qui en faisaient son motif d'existence, le régime de Louis-Philippe venait de s'écrouler devant le soulèvement de la bourgeoisie et de la classe ouvrière. Un Gouvernement provisoire fut nommé où figuraient, à côté de bourgeois comme Lamartine et Arago, le socialiste Louis-Blanc et les ouvriers Marie et Albert. Cependant sitôt la République proclamée, la classe ouvrière parisienne réclamait, elle aussi, les fruits de la victoire — c'est-à-dire qu'elle réclamait le droit au travail pour tous. La bourgeoisie, par l'entremise de Lamartine, fit entendre que quelques petites réformes et une légère diminution d'impôts constitueraient un assez beau bénéfice pour le peuple — et c'est ainsi que Proudhon fut expulsé de l'Assemblée Nationale pour avoir demandé l'abolition de la propriété individuelle.

Les élections à l'Assemblée Nationale (première application du Suffrage Universel) ayant donné la majorité à la bourgeoisie, celle-ci usa d'audace. Elle révoqua le Gouvernement Provisoire, nomma un Comité Exécutif, constitué uniquement de bourgeois et, le 16 mai, Blanqui, Barbès, Albert, Louis Blanc (ce dernier relâché peu après) furent arrêtés pour avoir, le 15, assistés à la manifestation, au cours de laquelle le peuple avait envahi l'Assemblée Nationale. Et le 22 juin, le Gouvernement supprima les ateliers nationaux en décrétant que tous les ouvriers célibataires de 18 à 25 ans devaient prendre immédiatement un engagement militaire ou se rendre dans les chantiers d'assèchement de la Sologne. Les ouvriers prirent les armes et dressèrent des barricades. L'Assemblée nomma Cavaignac dictateur, chargé de la répression de l'émeute.

Cette répression fut terrible. Les 25, 26 et 27 juin, Cavaignac prit 20.000 soldats, fit couler le sang ouvrier à flot. Dans toute la capitale les bourgeois, unis aux soldats, tombèrent à coup de fusil sur le prolétariat qu'ils décimèrent sans pitié. Le 28 juin tout est rentré dans « l'ordre ». Mais les trois journées de juin avaient coûté deux mille morts. Douze mille insurgés furent arrêtés, plus de trois mille envoyés en déportation en Algérie.

Six mois après, Bonaparte était porté au pouvoir !

**1871.** — La Commune venait d'être noyée dans le sang. Les rues étaient encore encombrées des cadavres que les femmes du « grand monde » venaient insulter, voire même à qui elles crevaient les yeux avec le bout de leurs ombrelles. Les prisons étaient pleines d'ouvriers, et tous les monuments publics leur servaient d'annexes. On fusillait encore des « insurgés » et, par longues files vivantes et douloureuses, des hommes, des femmes, des enfants encastrés par la troupe de Gallifet, s'en allaient sous les sarcasmes, sous

les injures, sous les coups de la soldatesque et des bourgeois, dans les prisons de Versailles : Orangerie, Chantiers.

La Cour Martiale fonctionnait à perdre haleine, six conseils de guerre envoyaient à tour de bras des femmes, des enfants ou des hommes dont le crime était d'avoir vécu à Paris pendant la Commune, à la mort, dans les pontons ou dans les maisons centrales.

Paris n'était pas seulement ce que Pottier appela un jour : « La Capitale des Morts ». Paris était le royaume souverain de la Bourgeoisie. C'est par centaines de mille que le général Cissey recevait les dénonciations, au point qu'il avoua, devant la Commission d'enquête, que les lettres dénonçant les tiers étaient si nombreuses, qu'à la fin il les mettait en paquets sans les lire, et les faisait brûler.

Pendant tout le mois de juin on perquisitionnait, on arrêtait, on fusillait, on envoyait à la déportation ou au bagne tous ceux qui, de près ou de loin avaient touché au drame de soixante-dix jours.

Le spectacle était si désolant, si navrant que J.-B. Clément ajoutant un couplet à son Temps des Cerises exhalait sa douleur en ces termes : C'est de ce temps-là que je garde au cœur Une plaie ouverte.

Et Dame Fortune en m'étant offerte Ne pourra jamais fermer ma douleur !

Et pourquoi ces affreuses journées de juin ? Parce que la politique avait châté le mouvement communaliste.

Parce que la Commune était dirigée par des politiciens qui passaient leur temps à se disputer, à s'insulter, à s'entr'acuser.

Il faut lire les procès-verbaux des séances de la Commune où l'on voit Pyat contre Delécluze, Vermorel contre Rossel, Eudes contre Dombrowski, pour se rendre compte que ce petit parlement était accaparé par les luttes intestines.

Tous ces hommes qui mettaient leur vie au service de la Commune étaient avant tout des hommes de tendances — et l'esprit de parti ne sut pas se taire devant les nécessités de la Révolution.

Le peuple en armes, représenté par son Comité Central de la Garde Nationale, se voyait obstinément opposer le veto de la Commune à toutes ses propositions de lutte et d'action directe.

Les hommes de la Commune furent grands parce qu'ils savaient qu'ils risquaient leurs têtes — parce que tels Delécluze, Varlin, Dombrowski, Ferré, Raoul Rigault, ils surent mourir courageusement — mais ils eurent le tort énorme de faire trop de place à la politique dans leurs actes. Ils eurent trop LE SOUCI DE SE CONDUIRE EN GOUVERNEMENT RÉGULIER.

Ils protégeaient tant qu'ils le purent les archives, la Banque de France — ils gardèrent intacte la Monnaie, alors qu'ils auraient dû s'en servir pour les besoins de la Révolution, qu'ils auraient dû détruire les archives, les titres de rente les titres de propriété. Ils eussent dû raser complètement la machine étatique et propriétaire — ils ne surent que la conserver religieusement et c'est avec l'argent que la Commune avait gardé que furent payés les soldats qui fusillèrent les communards !

Jun 1848, Juin 1871. — Mois sanglants au cours desquels le prolétariat paya cher d'avoir trop confiance et de tout attendre de la politique. Mois de martyre où le meilleur sang de la famille prolétarienne arrosa le pavé parisien parce que cette famille prolétarienne ne sut pas passer par-dessus les chefs et accomplir, même sans eux, le mouvement révolutionnaire expropriateur. Mois douloureux et terribles où le travail paya lourdement son tribut parce que les chefs écoutés voulaient garder le caractère de légalité, parce que l'idée étatique vint corrompre la révolte.

C'est en étudiant les faits qui se sont produits à ces époques que nous puiserons davantage la volonté révolutionnaire, que nous y trouverons la plus éclatante justification de notre méfiance et de notre haine de la politique. Et si, demain, le mouvement révolutionnaire nous entraînait dans une nouvelle insurrection, nous devrions dépenser tous nos efforts, toutes nos volontés pour que de cette insurrection sorte non pas un gouvernement quelconque, mais pour que le peuple révolté délaïe les sirènes ambitieuses de l'étatisme et vienne, avec nous, raser complètement la machine autoritaire pour instaurer une humanité libre dans la Commune libre.

En pensant à ces journées de juin, plus que jamais nous faisons nôtre le mot d'ordre de Blanqui : Ni Dieux, ni Maîtres !

Si nous savons tirer les leçons de ces événements, les victimes des deux juns sanglants ne seront pas tombées en vain.

UN PARIA.

Voir en 2<sup>e</sup> page : Notre balade champêtre.

## LEUR « RENTRÉE »

Vraiment, depuis qu'ils ont lancé leur cri de guerre : « Classe contre classe ! », les sectateurs de Moscou ne se sentent plus de joie.

Dans leur hilarité d'avoir pipé un million de suffrages aux élections, ils se montrent des fantasistes de la plus haute école — et il faut bien être religieux ou bête comme un enclutré pour ne pas se rendre compte de la désinvolture avec laquelle les membres du Bureau Politique du parti Stalinski français se paient la cafetière des cotisants du P. C. — ainsi, du reste, que de celle des sympathisants.

Au lendemain des élections, on avait déjà vu le tovaritch Berthou se faire le défenseur des prêtres et des réactionnaires autonomistes d'Alsace, on avait vu l'PH mané consacrer la meilleure place de sa mise en page pour rendre compte des hauts faits de la bande à l'abbé Haegy.

Mais voici qu'au soir du verdict, le tovaritch André se vit porté en triomphe par les épaules robustes des enstonnés qui vacillaient tels de vulgaires membres du Parti Communiste. Vrai ! j'aurais voulu être à Colmar en ce beau soir de mai, pour pouvoir constater comme il convenait l'application faite par Berthou du Marxisme révisé par Saint-Léon. J'aurais voulu pouvoir parler à ces prêtres qui ovationnaient le député révolutionnaire du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Avec eux, j'eus entendu de bon cœur l'Internationale, car j'imaginais que les corbeaux alsaciens devaient comme il se doit chanter à Berthou l'hymne auquel ses oreilles parlementaires et insurrectionnelles sont les plus sensibles.

Classe contre classe ! Nom de Dieu, pour un acte prolétarien, en voilà un où je ne m'y connais pas. Je pense bien que, lorsque l'U. R. S. S. aura noué des relations diplomatiques avec le Saint-Siège, elle prendra comme ambassadeur ce fougueux bolcheviste dont les convictions sont toujours mises en garde à la porte du vestiaire des avocats. Mais, c'est égal, je me demande quelle figure devaient faire les pauvres rescapés du Spharisme bavarois, eux qui avaient vu leurs meilleurs camarades tomber sous les coups que leur portaient les stipendiés de l'Eglise en 1920. Je me demande ce que Kurt Eisner aurait dit à Berthou au lendemain du procès de Colmar.

Mais ce n'est pas tout. Le 3 juin, le Parti bolcheviste français organisait une manifestation devant le Mur des Fédérés. Tous les prolétaires étaient conviés à venir défiler devant ce témoin de la féroce versailleuse pour apporter, en même temps que leur souvenir ému aux martyrs de la Commune, leur protestation contre le fascisme international, contre la répression poincariste, et, aussi, en réclamant l'amnistie, démontrer leur volonté de se préparer pour la revanche des Communistes.

Dans l'Humanité du 4 juin, le pitre Vaillant-Couturier, dans la première colonne, première page, fait un diptychique compte rendu de la manifestation du Mur : « Notre Rentrée », dit-il — et dans la première colonne de la sixième page on apprend que 15.000 prolétaires sont allés à Vincennes passer leur après-midi révolutionnairement en regardant évoluer les coureurs insurrectionnels de la F. S. T. — sans doute trouvaient-ils plus agréables d'aller à une fête sportive qu'au Mur — mais quand on pense que ce même parti communiste a l'air de nous reprocher notre abstention au Père Lachaise, et que c'est lui qui envoyait les jeunes se préparer à la revanche de la Commune au... Vélo-drome !

Le clown Vaillant-Couturier écrit, en effet : « ... l'abstention des socialistes et des anarchistes, tout cet ensemble accusait un caractère nouveau, moins démocratiquement commémoratif, moins paisible, plus inquiet, plus féroce. »

Jamais le Mur n'avait été à ce point A NOUS. A nous les seuls continuateurs de la Commune. A nous les seuls persécutés par le gouvernement bourgeois. »

La pauvre ganache de Couturier en écrivant ces mots était tout ému encore d'avoir vu défiler « les gardes rouges en uniformes ». Ah ! Messieurs bolchevistes, pour votre « rentrée » c'en fut une fameuse ! Il ne manquait au défilé que les curés qui portèrent Berthou en triomphe et les sportifs qui « commémorèrent » à Vincennes.

En voyant votre garde rouge en uniforme vous pensiez que le Mur était A VOUS. Oui ! Comme il le fut aux Versaillais quand ils y collèrent les Fédérés pour les massacrer. Or, nul doute qu'en défilant devant le Mur vous deviez songer avec ivresse aux beaux jours que vous auriez si vous pouviez prendre le Pouvoir. Car alors, le Père Lachaise ne vous suffirait pas. Ce serait tous les murs des cimetières qu'il vous faudrait pour pouvoir accomplir votre dessein de dictateurs.

Le Mur vous appartenait dimanche ? Peut-être.

Mais ce qui ne vous appartenait pas, ce qui ne vous appartenait jamais, c'est la Commune, ce sont les Fédérés.

Vous voulez monopoliser le monument ? Gardez-le.

Nous préférons conserver intact l'esprit révolutionnaire qui animait les victimes du fourquet et vos âmes de despotes en herbe et de domestiques appointés ne pourront jamais concevoir que le Mur n'est rien qu'un lieu de supplice qui est une condamnation permanente de tout régime autoritaire.

Vendez votre journal, conquérez des mandats électifs, touchez les trébuchets de Moscou, défiez devant le Mur en uniformes de fascistes rouges, mais laissez les communistes dormir en paix.

En Ukraine, en Géorgie, à Cronstadt, il y eut des mouvements semblables à la Commune de Paris, c'est vous, bolchevistes, qui, comme Thiers et Gallifet, avez noyé ces mouvements dans le sang ouvrier.

ARISTOBOL.

## LES CRIMES DU FASCISME

### Rome.. Milan...

En raison de la Pentecôte, le grand procès des communistes a commencé le 29 au lieu du 28 mai.

Ce n'est nullement par hasard que ce jugement coïncide avec la vague de terreur déchaînée contre le peuple italien, après l'attentat de Milan.

Des 32 inculpés dans ce procès « monstrueux », 4 ne seront pas jugés, parce que déjà frappés de peines très lourdes, dans d'autres procès intentés contre eux pour les mêmes inculpations : Grieco (18 ans de prison), Carretto (13 ans), Molinelli (15 ans), Salvadori (11 ans). Sept sont en fuite : Togliatti, Ravera, Ravazzoli, Germanetto, Gnudi, Bendini, Buffoni.

24 sont en prison depuis 1926. Ils furent arrêtés soit avant novembre 1927, et après l'attentat de Bologne ; tous avant la promulgation des lois d'exception.

Pour donner un contenu, un motif à ce procès, on a eu recours à la formule suivante : avoir établi de commettre, au moyen de la soi-disant armée révolutionnaire (sic) h) secrètement et militairement organisée, et armée, grâce à des munitions et de l'argent provenant même de l'étranger, des faits dirigés à l'insurrection armée des citoyens du royaume... etc.

Dès les premiers interrogatoires, l'accusation est réduite à néant. Cela n'a pas empêché le Tribunal spécial de condamner les inculpés à des peines variant de 6 à 27 années de prison.

#### Une enquête sur l'attentat de Milan

En face du refus opposé par le gouvernement italien à la demande de l'opinion internationale pour que l'instruction de l'attentat de Milan soit conduite suivant les règles ordinaires de justice (c'est-à-dire qu'elle soit publique et accordée aux inculpés liberté de défense) en face de la menace d'exécution des six antifascistes pour lesquels force prouve d'innocence existant, le Comité de Défense des Victimes du Fascisme a décidé de procéder en Italie à une enquête impartiale, pour connaître les motifs qui conseillent à Mussolini de persister à péjorer les formes les plus élémentaires de la justice, pour établir, en un mot, ce que Mussolini veut cacher au peuple italien et à l'opinion étrangère, en maintenant à l'instruction son caractère de procédure exceptionnelle, anti-constitutionnelle — procédure qui nous rappelle les méthodes de la Grande Inquisition.

Voici les conclusions de cette enquête :

#### Mussolini était prévenu de l'attentat

1° Quelques jours avant l'inauguration de la Foire de Milan, le préfet de police, Comm. Silvestri, fut informé par le chef du bureau d'investigations politiques auprès de la Préfecture de police de Milan, comm. Haro, qu'un attentat se préparait. La nouvelle en avait été

fournie par un ouvrier, ex-subservant, dépendant de la police pour le mouchardage parmi les communistes.

La dénonciation indiquait quatre antifascistes de Milan comme préparateurs de l'attentat. Un haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur, le Comm. Nudi, pria les fonctionnaires de Milan de s'abstenir de toute intervention dans cette affaire.

Dans les mêmes jours, le Comm. Silvestri reçut d'autres dénonciations à propos de l'attentat imminent. Un autre fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur, qui se trouvait à Milan, le comm. Facezza, insista pour que la Préfecture de Police ne s'intéressât aucunement de ces faits.

Après l'attentat, un grand journal de Milan, qui avait eu connaissance des avertissements reçus par la police et s'appretait à les publier, fut sommé de se taire.

2° M. Mussolini, à Milan depuis les premiers jours d'avril, partit pour Rome le 10 avril, malgré le programme fixé.

Avec des précautions qu'il n'avait jamais prises jusqu'alors, même à l'occasion de la marche sur Rome, le Duce évita de prendre son train à la gare de Milan, et se fit conduire en auto jusqu'à la gare de Plesance (Emilie). Le matin du 11 avril, Mussolini eut une longue entrevue avec Bianchi, sous-secrétaire à l'Intérieur, et Giunta. Dans l'entourage de M. Bianchi, et dans d'autres milieux fascistes de Pome, après cette entrevue, le bruit courut d'un attentat imminent. Lorsque ce fut connu à la Cour ou en conquit un vif ressentiment, car aucun avertissement du danger n'avait été donné au roi ou à quelqu'un de son entourage.

#### La bande Serracchioli-Savorelli

3° Dans la période qui précéda immédiatement l'attentat, le chef du service de provocation en France, Serracchioli avec quelques-uns de ses agents, auraient été vus à Milan. On sait qu'il s'occupait depuis quelques temps à enrôler des éléments antifascistes de l'émigration italienne pour les dépêcher en Italie avec la mission d'y organiser des attentats. En ce qui concerne l'attentat du 12 avril, il aurait été chargé de fabriquer les preuves permettant au gouvernement italien d'indiquer les responsables de l'attentat parmi les communistes émigrés. Toutes les dispositions avaient été prises dans ce sens. Entre autres, un antifasciste du canton du Tessin (Suisse) avait pu être convaincu par un agent de M. Serracchioli, de se charger d'une petite caisse d'explosifs. La police suisse alarmée, surveilla l'antifasciste en question, et la caisse ne passa pas la frontière. Elle aurait été destinée elle aussi à la Foire de Milan.

#### A tribunal d'exception police d'exception !

4° A chaque pas de nos recherches sur les origines de l'attentat et sur la conduite de l'instruction, il nous a été facile d'identifier l'existence d'un organe central secret de répression fasciste, invulnérable de fonctions et par la police ordinaire, ni par la magistrature. Il s'agit, en somme, de la « Main Noire », dont l'existence fut démontrée par le crime Matteotti et dont faisaient partie des hommes de

Suite en 2<sup>e</sup> page.

Union Anarchiste Communiste Révolutionnaire

FEDERATION DE LA REGION PARISIENNE

## ET MAINTENANT ?...

Peuple, tu as voté ! Les maîtres que tu t'es donnés ont pris place à leurs fauteils.

Tu n'as plus qu'à attendre la réalisation de toutes les promesses qui te furent faites lors de la grande parade électorale.

TU PEUX ATTENDRE LONGTEMPS !...

Tout ce que tu peux espérer, sans crainte de désillusion, c'est la vie toujours plus chère, les impôts accrus et la diminution de tes, déjà maigres, libertés.

Les anarchistes savaient tout cela, eux qui t'ont dit :

## NE VOTE PAS

En nombre assez considérable, les électeurs se sont abstenus.

Ils ont manifesté ainsi leur mépris de tous les politiciens. Suffit-il de marquer son dégoût par ce geste tout platonique ?

Nous ne le pensons pas !...

LA SITUATION NATIONALE ET INTERNATIONALE EST GRAVE.

Il faut prendre parti, d'une façon plus virile contre les exploiters et les charlatans de la politique.

CAMARADES OUVRIERS,

Assistez en masse aux grandes réunions publiques et contradictoires, où les camarades :

Pierre LEMEILLOUR et Georges BASTIEN

vous exposeront les MEFAITS DU PARLEMENTARISME et la SOCIÉTÉ LIBÉRAIRE.

VENDREDI 8 JUIN, A 20 H. 30, SALLE DE LA LEGION D'HONNEUR, SAINT-DENIS.

SAMEDI 9 JUIN, A 20 H. 30, MONTREUIL, SALLE DE LA JUSTICE DE PAIX.

LUNDI 11 JUIN, A 20 H. 30, 37, RUE DE L'OUEST, 15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT.

MARDI 12 JUIN, A 20 H. 30, SALLE DU CAFE DE LA MAIRIE, A CARRIERES-SUR-SEINE.

Jeudi 14, à Drancy ; vendredi 15, dans le 13<sup>e</sup> ; samedi 16, à Livry-Gargan ; dimanche 17, à Franconville. (Voir nos prochains numéros.)



# Le conflit Italo-Yougo-Slave

La chute imminente de Pékin et l'abdication de Tchan-Tso-Ling, semblaient devoir ramener un peu de calme sur l'échiquier international. Calme provisoire, naturellement, qui durera... jusqu'à la lutte des généraux, momentanément alliés, qui se disputent la victoire obtenue, le pouvoir dictatorial, selon la règle établie en Chine.

Mais en ces temps bouleversés que nous traversons, les dangers de guerre se développent avec une rapidité déconcertante.

Le plus terrible des foyers s'embrace à nouveau : le volcan balkanique entre en éruption. Et, circonstance aggravante, celui qui entre tous, est le plus capable d'entretenir le feu est de la partie : Mussolini entre en scène. Sombre perspective.

Et là, cette fois, en face de lui, un adversaire non moins avide de conquêtes et d'expansion : le jeune royaume yougoslave. L'ancienne Serbie, d'où a jailli l'émancipatrice qui a mis le feu aux poudres en 1914, entend à nouveau faire parler d'elle, devenue par la grâce de traités de Versailles — et au détriment de l'Autriche — une nation assez puissante, elle entend se mettre à l'unisson de ses marines : les grandes nations. Elle n'hésite pas à faire sonner son sabre d'autant plus qu'elle a derrière elle, en vertu des accords du 11 novembre 1918, signés par Brandt (Prix Nobel de la Paix) la plus grande puissance militaire européenne : la France.

L'origine du conflit ? La ratification des accords de Nettuno, et la vieille querelle entre l'Italie et le royaume des Serbes au sujet de l'Albanie.

Et comme toujours, en pareille circonstance, le capitalisme fait concurrence au nationalisme pour pousser à la guerre. L'ogre n'est jamais satisfait : aujourd'hui ce sont les chutes d'eau, les mines de charbon, réclamées par les Sociétés italiennes, qui sont la cause du litige ; hier c'était la suprématie maritime, demain ce sera pour le pétrole que les peuples, s'ils n'y prennent garde, s'entre-gorgent, et il en sera de même tant que la Société reposera sur le système actuel.

Il est bien certain que Marinkovitch, le ministre des Affaires étrangères yougoslave n'afficherait pas tant de superbe, s'il ne se sentait soutenu par la France dans ses mauvais desseins. « Plus de traités secrets », plus d'accords séparés, « plus d'alliances », qui risquent de nous entraîner dans des conflits sanglants », répètent à satiété, nos bons démocrates, au lendemain de la guerre mondiale, et la leçon des événements, il est facile de se convaincre que la politique extérieure des différents États n'a pas changé, c'est toujours... ce fameux équilibre européen qu'il faut assurer. Hier, la triple entente contre l'Allemagne ; aujourd'hui : l'entente franco-yougoslave contre l'alliance italo-italienne.

On prend les mêmes et on recommence. Il y a encore de beaux jours si le peuple n'y met bon ordre, pour les marchands de mort.

Du côté italien, il faut s'attendre à un coup de force, le feu l'a dit : « Il faut que l'Italie s'agrandisse ou qu'elle explose... »

Le fascisme est déchaîné, maître absolu de l'Italie, il n'entend rien moins qu'être maître du monde, et pour commencer, il ne rêve que de la reconstitution de l'empire romain : la couronne de Néron sur la tête du Duce, voilà qui conviendrait à merveille à celui qui depuis 7 ans enseignant l'Italie.

Aussi multiplie-t-il les intrigues, il cherche des alliés, du côté des Balkans ; là où il sait que la poudre est toujours sèche et les dirigeants toujours prêts à conduire leur peuple à l'abattoir. Déjà la Hongrie et la Bulgarie se rangent à ses côtés.

Et à l'intérieur de l'Italie, les organisations fascistes chauffent à blanc l'opinion publique. Voici d'ailleurs un document qui en dit long sur la mentalité des séides du Duce groupés sous le titre d'Association Nationale des Volontaires de guerre :

**« JEUNESSE D'ITALIE SOIS PRETE ! »**

« Le vacarme des menaces actuelles est-il vraiment l'annonce d'un avenir trouble ? Ces menaces, elles sont pour Gorizia, pour Trieste, pour l'Istrie, pour Fiume, ainsi que pour la Dalmatie tout entière.

Pour une raison ou pour une autre, la Yougoslavie nous sera toujours hostile.

A tout prendre, mieux vaut accepter la lutte, et tout de suite, au lieu de rognier les ailes de la victoire conquise, il y a dix ans, par les buionnelles des soldats italiens.

L'audace des insolents est dans la pusillanimité des autres. Mais l'Italie de Vittorio Veneto et de Mussolini ne se résout pas aux renoncements de peur dans l'espoir d'une paix perpétuelle.

Messieurs du mauvais gouvernement de Belgrade, on nous a donné six mois pour changer de route...

Nous, bien sûr, nous ne consulterons pas le calendrier avec une anxiété impatiente. La Yougoslavie peut signer ou non des morceaux de papier avec une plus ou moins hypocrite déclaration d'amitié envers nous. Elle peut conclure tous les contrats qu'il lui plaît et après s'en moquer et ne pas les exécuter.

Elle peut accumuler toutes les armes — une note demi-sourde (la France) lui offre. Cette demi-sourde qui, entre un sourire et une fleur, qu'elle daigne nous offrir à nous aussi, et une pieuse prière de son nouvel ambassadeur à Rome, sur le tombeau de notre Soldat inconnu, trouve toujours le temps pour expédier des caisses de bombes à main, de fusils et de munitions sur l'autre bord. Pour nous faire plaisir, bien sûr.

Pour nous, la situation, face à la Yougoslavie, est claire et précise.

Nous ne vous donnerons jamais trêve. Si vous lancez votre cri rauque : « De l'Isola au Vardar ! », nous vous répondrons par notre cri saint : « Du Nevoso au Cattaro ! »

Ainsi des deux côtés de l'Adriatique le nationalisme est exaspéré.

Des manifestations sanglantes ont eu lieu dans les deux pays : à Zara contre la Légation yougoslave et comme contre-partie à Belgrade où l'effervescence n'est pas encore calmée.

Et qui trouvons-nous à la tête de ces manifestations guerrières ?

Toujours les mêmes : les étudiants, fils à papa, dignes pendant de nos jeunes patriotes et autres lignes d'action française, de cette même jeunesse turbulente autant que ridicule qui, en juillet 1914, des-

cendait sur les boulevards en hurlant « à Berlin ! »

C'est aux ouvriers, à ceux qui ne veulent plus voir les horreurs de la guerre, qu'il appartient de réagir contre de telles excitations.

Si demain, en France, les hordes nationalistes, imitant leurs congénères d'Italie et d'ailleurs, tentaient par leurs manifestations chauvaines de rééditer leur mauvais coup de 1914 afin d'égarer l'opinion publique, c'est au peuple qu'il appartiendrait de museler ces freluquets, d'autant plus prêts à aboyer à la guerre, qu'ils sauront le moment venu de prendre les armes, user de tous les moyens dont ils disposent, en raison de leur fortune et de leurs relations, pour s'embarquer et laisser ainsi aux malheureux le soin d'accomplir la triste besogne qu'ils auront suscitée.

Donc, la guerre — la hideuse guerre — rôde à nouveau autour de nous.

Notre devoir est tout tracé, il nous faut tout d'abord mettre en garde ceux qui seraient tentés de se laisser entraîner dans une guerre, sous le fallacieux prétexte de combattre le fascisme. Prétexte que ne manqueraient pas d'invoquer les gouvernants au cas où ils seraient obligés de respecter les accords conclus avec la Yougoslavie.

Ce ne sont pas les armées d'un gouvernement démocratique — quel qu'il soit — qui auront raison du fascisme, ils s'entendent d'ailleurs trop bien pour mater la classe ouvrière en révolte. Le fascisme ne s'écroulera que sous la poussée du peuple italien, révolté contre la tyrannie du Duce et de ses sbires. Puisque l'heure de cet heureux événement qui sonnera le glas de tous les régimes dictatoriaux étant par leur impérialisme les plus grands ennemis de la paix du monde.

**R. BOUCHER.**

**CHEZ LES GUEULES NOIRES**

## UN DANGER SOCIAL : L'ALCOOL

« L'humanité a tant fait pour son bien-être matériel et pour le luxe qu'elle ne pourra plus faire grand progrès, à cet égard (je ne parle pas de la répartition des biens, mais seulement des moyens découverts jusqu'ici pour se procurer le bien-être matériel)... Le progrès que nous avons à accomplir maintenant est un progrès moral et intellectuel. Pour l'accomplir, il faut un cerveau sain. La narcose alcoolique ne peut mener qu'à la décadence, qu'à la lèthargie d'une Chine universelle. A côté du culte du veau d'or, l'alcool est le véritable diable du XIX<sup>e</sup> siècle, si fier du reste, et à juste titre, d'avoir mis au panier l'ancien diable à deux cornes et aux yeux flamboyants, qui était, au fond, assez inoffensif. Puisse le XX<sup>e</sup> siècle venir à bout de ces deux démons de la société moderne. Alors, l'humanité pourra jeter les regards sur un avenir plus heureux ! »

**Forel.**

On peut ne pas être entièrement d'accord avec cette citation, mais combien l'auteur de ces lignes a raison de combattre ce liquide malfaisant et abrutissant.

En effet, il faut vivre dans le pays des mineurs pour constater les ravages incommensurables causés par les boissons alcoolisées. Les politiciens de tous poils acquiescent leur popularité grâce à l'alcool. Les délégués-mineurs, les maires (rouges pour la plupart), les députés-maires comme les propagandistes sont installés bistrors avec comme enseignes : « A la maison du peuple », « L'émancipation », « l'union ouvrière », etc.

On peut juger de la valeur cérébrale et morale de ces fiers défenseurs des droits ouvriers. Les travailleurs de la mine, dépendent leur force-travail maximum, à demi asphyxiés par les gaz délétères, se figurent retrouver le réconfort en absorbant un poison, jugé par les bourgeois même, comme une monstruosité atrophiante le cerveau, alors qu'il serait profitable de prendre une alimentation saine contenant les calories nécessaires au fonctionnement du mécanisme humain.

Les pauvres humains qui se débattent dans ces infernales contrées y gagneraient, et les idées de même.

Combien de fois a-t-on proclamé que : « L'émancipation de la classe ouvrière ne sera et ne peut être que l'œuvre de cette « même classe » ? L'affirmation est trop superficielle. Combien retrouvons-nous de vieux camarades pour lutter aux côtés des jeunes générations ? L'alcool est le principal auteur de cette pauvreté et de cette déchéance à tous points de vue.

Les ivrognes pullulent dans le pays des bistouilles, il paraît que l'alcool est un stimulant heureux pour les conduire à leur affranchissement total. Ainsi, il ne suffit aux tenanciers rouges que de servir à boire pour qu'ils accomplissent leur travail d'éducation ; plus besoin de bibliothèques dans les divers groupements d'avant-garde, l'étude est méconnue, l'effort intellectuel ignoré. Tel est le bilan dans un pays que l'on se complait à dénommer rouge.

Il est assez difficile parmi ces vapeurs empoisonnées de faire pénétrer des idées d'émancipation et de susciter des énergies saines et fortes. Tuons l'alcool et nous tuerons les préjugés. Propagons par l'exemple implacablement et la récolte sera bonne et féconde.

**L'Anti-Alcoolique.**

**Fédération Parisienne**  
Dimanche 10 juin

**Balade Champêtre**  
dans le Bois de Clamart  
Au lieu dit : « LE TAPIS VERT »

Heures des trains (Invalides) 7 h. 34, 7 h. 59, 8 h. 31, 8 h. 53, 9 h. 22, 9 h. 33, 9 h. 50, 10 h. 30, 10 h. 43, 11 h. 07.

Prix du billet (aller et retour) : 3 francs. En prenant les mêmes trains à Mirabeau, qui est la première station, on bénéficie d'une légère réduction. Par le tramway, prendre le 89 à l'Hotel-de-Ville ou par le métro à la station de Clamart terminus.

Des fleches indiqueront le chemin.

# LES CRIMES DU FASCISME

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

pendant fidèlement du Duce. La « Main Noire » actuelle a été réorganisée au printemps 1927, en même temps que furent créés les bureaux d'investigations politiques de la Milice fasciste : dans l'arsenal policier, ce bureau est dénommée « Bureau spécial pour la lutte contre le communisme ». Son siège est à Rome, mais son terrain principal d'opérations est l'Italie du Nord où il possède des sièges secrets dans les villes moyennes de Lombardie. Le bureau, n'étant pas une instance légale de l'appareil de la police, n'a aucune liaison avec les bureaux de police locaux, et rend compte de son travail directement au Duce. L'installation technique des machines de tortures dans les Préfectures de police du Royaume, est une initiative de ce bureau. L'assassinat de Gastone Sozzi, de Pirola, de Sanvito, de Ruota, de Carlo Riva, a été opéré, perpétré par les sicaires de ce bureau. Son œuvre s'étend aussi à l'étranger. Le bande Serracchini, par exemple, est à sa directe disposition. Le Comm. Pacenza, qui a joué un rôle particulier dans la préparation de l'attentat contre le roi, est un ancien secrétaire du Consulat italien de Lugano et il se rend souvent à Paris.

5<sup>e</sup> A un mois de leur arrestation, les six antifascistes inculpés de l'attentat de Milan sont encore à la disposition du Bureau spécial. Cinq d'entre eux, dont la santé est très gravement atteinte par les tortures subies, sont encore dans les geôles de la Préfecture de police de Milan. Le sixième a dû être transporté à l'infirmerie de la prison de San Vittore.

La seule inculpation que la police peut porter contre eux, est qu'ils sont antifascistes et sympathisants aux idées communistes. En effet, tous les inculpés ont pu prouver leur impossibilité de leur participation à l'attentat. Leurs proches et leurs amis nous ont donné communication de leur alibi qui n'admet aucune contestation. L'inculpé Vacchieri, par exemple, a pu prouver que, du 5 au 15 avril, il se trouvait à l'étranger. Franquilli a prouvé que, plusieurs jours avant et le jour même de l'attentat, il était dans la Ligurie. De même pour les autres.

Dans un procès normal, l'innocence absolue des six inculpés s'imposait aux juges, sans leur laisser aucun doute.

**Malatesta étroitement surveillé**

On nous informe que la compagnie de notre camarade Malatesta est depuis quinze jours à la disposition de la Sûreté générale, laquelle cherche, de toute évidence, à confecturer un complot anarchiste dans lequel seraient mêlés les antifascistes résidant à l'étranger.

Malatesta est surveillé très étroitement, malgré ses 76 ans. Un camarade qui avait été lui rendre visite a été condamné au domicile forcé.

## Une ténébreuse machination du fascisme

De plusieurs côtés, nous sommes informés qu'une louche manœuvre fasciste se prépare dans l'ombre pour, au moment opportun, impliquer dans le procès qu'entraînera l'attentat de Milan, des éléments révolutionnaires émigrés, spécialement anarchistes et communistes, sans exclusion des autres groupes. Les buts poursuivis sont multiples, mais le principal est de masquer le fascisme de la police fasciste qui, jusqu'à aujourd'hui, n'est pas arrivée à savoir quelque chose sur les auteurs de la bombe de la place Jules-César. Par des nouvelles directes de Milan, nous savons que le fascisme officiel est furieux (mais il ne manque pas de fasciste qui jubilent à huit-clos) parce que le Tribunal spécial ne découvre rien. Comme après l'attentat de Zamboni, le bruit se répand de plus en plus d'une origine fasciste, sinon orthodoxe, tout au moins collatérale et plus ou moins dissidente. Comme nous manquons d'éléments positifs d'appréciation, nous ne nous prononçons pas sur le bien-fondé de ce bruit, mais il a cours à Milan et ailleurs en Italie, nous en avons eu confirmation de diverses localités.

Nous savons aussi que les hautes sphères fascistes à Milan et à Rome en sont exaspérées. De Rome on gronde que si l'on ne découvre pas de coupables à juger et à fusiller, ce sera tant pis pour les grosses légendes de Milan. Il semble même que l'intangible ras Giampaoil ne soit plus en odeur de sainteté et que quelque danger. C'est pourquoi, ne trouvant rien de précis, le Tribunal spécial manœuvre pour construire à toute force un complot ayant appui à l'étranger.

Cela servirait la politique d'intrigue du gouvernement fasciste à l'extérieur et susciterait la rigueur des autres gouvernements contre les exilés (peut-être même nourrir l'espoir, quelque tenu qu'il soit, de quelque tapageuse extradition) et surtout, cela permettrait au Tribunal spécial de donner corps à une fable quelconque que personne ne viendrait démentir au procès et de condamner à mort, pour une hypothétique apparence de complicité, des innocents qui ont des rapports d'amitié avec des « subversifs » expatriés et corrompus avec eux.

Nous savons que les machinations fascistes s'ourdissent dans plus d'une métropole européenne, mais en ce moment elles se développent spécialement à Bruxelles. Le Tribunal spécial prétend qu'il résulte de son instruction que les inspirateurs et complices de l'attentat seraient un de nos camarades et un communiste résidant tous deux à Bruxelles. Il suffit de cet accouplement d'éléments adverses et incompatibles, sans parler de l'absurdité de cette trame, pour que le gouvernement fasciste, sache qu'il veut et poursuit, comme il peut ses vengeances. Le fait est que des emissaires fascistes sont en branle, même à Paris où d'autres se donnent pour résidents gravement renseignés sur le fantastique complot entre en voie de construction.

Il est inutile de dire, nous le savons que trop, que le Tribunal spécial avec les moyens inquisitoriaux qu'il emploie, peut arriver à donner corps, aux yeux du public ignorant, aux plus incroyables mensonges qu'il aura inventés. Mais s'il est inutile de répéter cela aux lecteurs de nos journaux, il n'est pas inutile de le dire au grand public et c'est à lui que nous devons adresser les lecteurs de cet appel, c'est à tous les compagnons de travail, non seulement italiens mais de toutes les langues qu'il faut aujourd'hui proclamer bien haut des vérités évidentes et cependant ignorées d'une infinité de gens.

Notre protestation indignée et frémissante

# Une insurrection est-elle possible ?

Il ne suffit pas d'échafauder des théories révolutionnaires et des lendemains de révolution, encore faut-il examiner si des actions insurrectionnelles sont possibles et si l'on peut envisager — aujourd'hui — la possibilité de déclencher une insurrection dont la fin serait la révolution sociale.

Dans la Volonté du 29 mai, M. Armand Charpentier, examinant les tactiques des partis communistes et socialistes, croit devoir pencher pour la négative, et après une analyse de la mystique révolutionnaire des socialistes, il écrit : « Si des actes insurrectionnels étaient possibles, il y a 50 ans, il apparaît de toute évidence qu'ils sont désormais matériellement impossibles, étant donné les formidables moyens de répression dont disposent les gouvernements. »

Il est loisible à M. Charpentier de soutenir une pareille thèse, mais qu'il nous soit permis à nous autres révolutionnaires d'analyser si de pareils arguments ont force de loi.

D'ailleurs, ce qui se présente immédiatement à l'esprit, c'est la réciprocité du raisonnement. En effet, si d'un côté les moyens de répression ont augmenté à cause des découvertes de la science dans les domaines de l'aviation, des gaz asphyxiants, de la téléphonie et de la T.S.F., il est indéniable que les révolutionnaires pourront avoir en leur possession — ou s'en emparer, s'ils en manquent — les mêmes appareils de liaison indispensables à une action insurrectionnelle quelconque.

Car c'est surtout le manque de liaison entre les révolutionnaires qui a fait échouer les mouvements passés ; c'est-à-dire que la Commune de Paris fut tombée si elle eût possédé la Tour Eiffel et qu'elle eût pu tenir au courant des événements par T.S.F. les différentes villes de France des conquêtes de la Commune ? Les villes où se trouvaient des éléments révolutionnaires restèrent dans l'ignorance de ce qui se passait dans la capitale, et c'est même ce manque de nouvelles qui empêcha qu'une armée révolutionnaire formée en dehors de Paris vint attaquer l'armée versaillaise, laquelle, prise alors entre deux feux, se fût difficilement tirée de cette impasse.

D'autre part, d'autres faits militent au contraire en faveur d'une insurrection. La plupart des hommes de notre génération connaissent — pour en avoir souffert de 1914 à 1918 — le maniement des armes à tir rapide, la tactique de la guerre de rue, la technique des mitrailleuses ou des appareils de liaison, et il apparaît logique pour un révolutionnaire, fût-il réfractaire à tout service militaire, d'apprendre les derniers perfectionnements de la technique des armes et des appareils de liaison. Il ne ferait d'ailleurs que suivre la tradition, et je rappelle en passant que Louise Michel apprit à tirer à la carabine dans les baraquements de pays égyptiens qui naissent dans un ciel serein et sans nuage, elle fera disparaître tous les oppresseurs, tous les maîtres et une humanité nouvelle se lèvera à la face du ciel.

**RENE GHISLAIN.**

**CAMARADES, N'oubliez pas que l'ENTRAIDE soutient les EMPRISONNES ET LEURS FAMILLES. FAITES DONC UN PETIT EFFORT POUR REMPLIR SA CAISSE.**

Adressez les fonds à Langlassé, trésorier, Bourse du Travail, Bureau du S. U. B.).

La possibilité de s'emparer des armes, munitions et appareils d'attaque et de défense a été d'ailleurs comprise par l'Etat qui a modifié dernièrement à cause de cette possibilité son système de répression et de surveillance. Le pays a été pourvu d'une garde républicaine volante, cantonnée en province, afin de pouvoir se déplacer très rapidement et de réprimer, avant qu'il ne prenne l'extension, tout mouvement insurrectionnel naissant ; la police de la route va être assurée par la gendarmerie, non à cause des accidents d'automobiles ou pour faire appliquer les articles du Code de la route, comme l'ont imprimé les journaux, mais en réalité pour surveiller tout mouvement suspect ou tout individu qui, en auto ou en moto, pourrait dans une région servir d'agent de liaison à un mouvement quelconque.

Cette tactique de s'emparer des moyens de liaison a été inaugurée le 1<sup>er</sup> mai dernier à Paris, où M. Chiappe n'a pas hésité, passant outre à la légalité qui ne permet pas d'arrêter un individu qui n'a pas encore commis un délit — même s'il en a l'intention — de s'emparer des autos et motos que le Parti communiste avait à sa disposition pour assurer la liaison entre les différents meetings tenus dans la capitale et la banlieue. Toujours pour réprimer l'émeute, si elle se produisait, le gouvernement nomme et continuera à nommer jusqu'à concurrence de 90.000 des agents militaires, sorte d'être hybride, moitié civil, moitié soldat, et qui constitueront dans la nation la plus dangereuse armée de métier qui se puisse imaginer. Enfin, depuis les journées du mois d'août dernier, à Paris, lors de l'affaire Sacco et Vanzetti, il est au contraire possible à une minorité de déclencher ou plutôt d'utiliser pour ses fins une insurrection populaire. Car, c'est là l'écueil de certains révolutionnaires, il est

sans n'aurait pas un écho suffisant si elle ne paraissait que dans les colonnes de la presse de parti italien qui s'adresse à un public restreint, parlant une seule langue ignorée de la majorité des travailleurs, parmi lesquels nos journaux circulent, il faut que cette protestation soit soutenue par toute la presse sincèrement dévouée à la cause prolétarienne et populaire dans toutes les langues des différents pays d'Europe et d'Amérique. Nous nous adressons donc à la presse internationale, afin qu'elle seconde notre effort pour déjouer à temps l'odieuse machination fasciste qui se profile menaçante à l'horizon.

Et parallèlement à l'action de la presse doit se produire une agitation collective des masses, d'ailleurs commencée en plusieurs endroits, pour que la perpétration d'un nouveau grand crime soit rendue impossible au fascisme. Les manœuvres au fascisme à l'extérieur doivent être tenues en échec avant qu'il soit trop tard et cela non seulement pour que le droit d'asile ne soit pas une fois de plus violé au détriment d'exilés italiens et pour que la calomnie soit arrêtée à sa naissance, mais aussi et surtout pour sauver en Italie du lynchage pseudo-juridique fasciste des innocents que par cette nouvelle trame d'impostures et de perfidies on cherche à conduire à la mort la plus atroce, sous le feu des armes des chemises noires.

De la frontière italienne, 8 mai 1928.

**Un groupe d'anarchistes italiens.**

impossible à un parti, ou à une association quelconque de déclencher à volonté une révolution ; tous les mouvements insurrectionnels passés ont été causés par des événements imprévisibles et dont on ne peut profiter des partis, sans compter que cette difficulté augmente encore pour les libertaires qui veulent une révolution sociale totale et non une révolution politique consistant à changer les membres d'un gouvernement par un autre.

Certes, quand le parti socialiste dont parle M. Charpentier abandonne nettement son passé révolutionnaire, il lui faut bien trouver devant ses militants des arguments qui ont un semblant de logique, mais si l'on cherchait bien, l'on trouverait la meilleure explication dans le fait que ses dirigeants, s'entendant avec le gouvernement et aspirant demain à collaborer à ce même gouvernement, il leur est impossible d'entrevoir la possibilité d'une insurrection dont la victoire serait l'anéantissement de tous leurs espoirs.

Il faut compter également comme facteur de succès dans une insurrection tous les timides, tous les indécis, tous les peureux qui, aujourd'hui pour l'Etat actuel, ou même neutres, n'hésitent pas en face d'un mouvement qui a des chances de succès à faire action commune avec les dirigeants de ce mouvement. Ce fait s'est produit en Russie soviétique, et si l'on fouillait dans le passé de presque tous les fonctionnaires actuels de l'U. R. S. S. ou des Koulaks et des nepmen, bien peu ont défendu les révolutions naissantes, mais en sont devenus les défenseurs quand il n'y avait plus aucun risque à la soutenir. Lépine avait même prévu cette circonstance, et c'est pour cela qu'il était partisan d'un parti fort en qualité et non en quantité.

Pour nous, le meilleur moyen de préparer une révolution telle que nous la voulons, et par conséquent une insurrection qui en est le premier acte, c'est encore à l'éducation de l'individu que nous devons travailler, que chaque militant trouve tous les jours un camarade insouciant, qu'il l'éduque dans la mesure de ses connaissances intellectuelles, qu'il lui fasse passer des livres, des brochures, qu'il l'amène aux réunions, qu'il décrive le cerveau de son camarade dont une éducation étatique et religieuse souvent a vicié les rouages et que cette éducation se porte même dans les circonstances pratiques de la vie et de l'insurrection comme le maniement des armes ou la technique des appareils de liaison (téléphone et T.S.F.), alors l'insurrection, aidée par ce que nous pourrions nommer les *impondérables*, éclatera, et contrairement à ce que croit M. Charpentier, elle sera victorieuse, semblable à ces tornades des pays équatoriaux qui naissent dans un ciel serein et sans nuage, elle fera disparaître tous les oppresseurs, tous les maîtres et une humanité nouvelle se lèvera à la face du ciel.

**le Postillon de la Préfecture**

Les fréquentations scabreuses de cette petite oie blanche de Fiancette, avec certain grand dignitaire de la Préfecture, ne laissent point de nous inquiéter. Nous savons déjà que les tout-puissants cornacs de la S. F. I. O. ne se gênaient guère pour festoyer en de compromettantes compagnies. Nous avions eu autrefois Briand et Willm, plus récemment Blum et le concubinaire Berthelot, Paul-Boncour et les ganaches de l'état-major ; nous avons maintenant le duo Benoist-Fiancette. Les paisibles et moroses cotisants de la S. F. I. O. trouveront sans doute qu'il n'y a pas là occasion de s'émouvoir. Naguère, ils étaient moins pourvus en mansuétude, présentement ils sont dans le coma. Laissons-les à leur néant. Voyons le nouveau mandat des bedeaux, des demi-soldes et de la ficelle du Combat-Villeite. Après les socialistes de fonds secrets, de jésuites et de confessionnaux, voici Fiancette qui ne craint point de s'arrondir la panse, en se sustentant des débris de l'auge policière.

Ah ! Fiancette ! quel grand homme, quelle compétence, s'émervillent les rustres qui l'ont commis à la défense de leurs intérêts. Depuis qu'il a abdiqué le casquin de postillon de l'« Urbaine », notre Fiancette de vespasiennes ne se cuide pas une falote créature. Les destins les plus glorieux le tentent, ce modeste, ce fils de ses œuvres. Il n'est sincère profitable dont il ne se juge digne, charge suprême à laquelle il ne rêve d'accéder. Successivement municipal, procureur, sommité du Conseil général, le voici parlementaire. Demain le verba, peut-être, ministre et qui sait... ?

Et des naïfs qui croyaient la social-démocratie moribonde, avec un tel homme elle est appelée au plus désirable avenir. Ah ! quand Fiancette fouillera les rossinantes rétrogrades qui tirent, sans conviction, le char de l'Etat, vers quelle inaccessible prospérité la France n'ira-t-elle pas. Que ces temps opportuns viennent.

C'est égal, mais le père Vaillant — Edouard, celui de la Commune — que Lépine fit bâtonner par ses appointés, lors de certaine commémoration au Père-Lachaise, avait une autre allure que nos leaders socialistes actuels, tous complices notoires des exacteurs policiers. La « prochaine dernière » peut venir, Fiancette et ses suppôts ne figureront certainement point au carnet B. Tous ne dédaignent point d'en manger et même s'en flattent.

Au temps révolu où Fiancette placide, auguste et solennel, mais la chambrière haute menait à travers les boulevards parisiens des breacks de plaisance : Paris était peut-être l'enfer des chevaux, mais des longtempes cette légende est morte ; présentement, la Ville-Lumière n'est que le paradis des Vaches.

**le Postillon de la Préfecture**

Les fréquentations scabreuses de cette petite oie blanche de Fiancette, avec certain grand dignitaire de la Préfecture, ne laissent point de nous inquiéter. Nous savons déjà que les tout-puissants cornacs de la S. F. I. O. ne se gênaient guère pour festoyer en de compromettantes compagnies. Nous avions eu autrefois Briand et Willm, plus récemment Blum et le concubinaire Berthelot, Paul-Boncour et les ganaches de l'état-major ; nous avons maintenant le duo Benoist-Fiancette. Les paisibles et moroses cotisants de la S. F. I. O. trouveront sans doute qu'il n'y a pas là occasion de s'émouvoir. Naguère, ils étaient moins pourvus en mansuétude, présentement ils sont dans le coma. Laissons-les à leur néant. Voyons le nouveau mandat des bedeaux, des demi-soldes et de la ficelle du Combat-Villeite. Après les socialistes de fonds secrets, de jésuites et de confessionnaux, voici Fiancette qui ne craint point de s'arrondir la panse, en se sustentant des débris de l'auge policière.

Ah ! Fiancette ! quel grand homme, quelle compétence, s'émervillent les rustres qui l'ont commis à la défense de leurs intérêts. Depuis qu'il a abdiqué le casquin de postillon de l'« Urbaine », notre Fiancette de vespasiennes ne se cuide pas une falote créature. Les destins les plus glorieux le tentent, ce modeste, ce fils de ses œuvres. Il n'est sincère profitable dont il ne se juge digne, charge suprême à laquelle il ne rêve d'accéder. Successivement municipal, procureur, sommité du Conseil général, le voici parlementaire. Demain le verba, peut-être, ministre et qui sait... ?

Et des naïfs qui croyaient la social-démocratie moribonde, avec un tel homme elle est appelée au plus désirable avenir. Ah ! quand Fiancette fouillera les rossinantes rétrogrades qui tirent, sans conviction, le char de l'Etat, vers quelle inaccessible prospérité la France n'ira-t-elle pas. Que ces temps opportuns viennent.

C'est égal, mais le père Vaillant — Edouard, celui de la Commune — que Lépine fit bâtonner par ses appointés, lors de certaine commémoration au Père-Lachaise, avait une autre allure que nos leaders socialistes actuels, tous complices notoires des exacteurs policiers. La « prochaine dernière » peut venir, Fiancette et ses suppôts ne figureront certainement point au carnet B. Tous ne dédaignent point d'en manger et même s'en flattent.

Au temps révolu où Fiancette placide, auguste et solennel, mais la chambrière haute menait à travers les boulevards parisiens des breacks de plaisance : Paris était peut-être l'enfer des chevaux, mais des longtempes cette légende est morte ; présentement, la Ville-Lumière n'est que le paradis des Vaches.

**le Postillon de la Préfecture**

Les fréquentations scabreuses de cette petite oie blanche de Fiancette, avec certain grand dignitaire de la Préfecture, ne laissent point de nous inquiéter. Nous savons déjà que les tout-puissants cornacs de la S. F. I. O. ne se gênaient guère pour festoyer en de compromettantes compagnies. Nous avions eu autrefois Briand et Willm, plus récemment Blum et le concubinaire Berthelot, Paul-Boncour et les ganaches de l'état-major ; nous avons maintenant le duo Benoist-Fiancette. Les paisibles et moroses cotisants de la S. F. I. O. trouveront sans doute qu'il n'y a pas là occasion de s'émouvoir. Naguère, ils étaient moins pourvus en mansuétude, présentement ils sont dans le coma. Laissons-les à leur néant. Voyons le nouveau mandat des bedeaux, des demi-soldes et de la ficelle du Combat-Villeite. Après les socialistes de fonds secrets, de jésuites et de confessionnaux, voici Fiancette qui ne craint point de s'arrondir la panse, en se sustentant des débris de l'auge policière.

Ah ! Fiancette ! quel grand homme, quelle compétence, s'émervillent les rustres qui l'ont commis à la défense de leurs intérêts. Depuis qu'il a abdiqué le casquin de postillon de l'« Urbaine », notre Fiancette de vespasiennes ne se cuide pas une falote créature. Les destins les plus glorieux le tentent, ce modeste, ce fils de ses œuvres. Il n'est sincère profitable dont il ne se juge digne, charge suprême à laquelle il ne rêve d'accéder. Successivement municipal, procureur, sommité du Conseil général, le voici parlementaire. Demain le verba, peut-être, ministre et qui sait... ?

Et des naïfs qui croyaient la social-démocratie moribonde, avec un tel homme elle est appelée au plus désirable avenir. Ah ! quand Fiancette fouillera les rossinantes rétrogrades qui tirent, sans conviction, le char de l'Etat, vers quelle inaccessible prospérité la France n'ira-t-elle pas. Que ces temps opportuns viennent.

C'est égal, mais le père Vaillant — Edouard, celui de la Commune — que Lépine fit bâtonner par ses appointés, lors de certaine commémoration au Père-Lachaise, avait une autre allure que nos leaders socialistes actuels, tous complices notoires des exacteurs policiers. La « prochaine dernière » peut venir, Fiancette et ses suppôts ne figureront certainement point au carnet B. Tous ne dédaignent point d'en manger et même s'en flattent.

Au temps révolu où Fiancette placide, auguste et solennel, mais la chambrière haute menait à travers les boulevards parisiens des breacks de plaisance : Paris était peut-être l'enfer des chevaux, mais des longtempes cette légende est morte ; présentement, la Ville-Lumière n'est que le paradis des Vaches.



## UNE LETTRE DE RUSSIE

Nous publions ci-après une lettre que nous venons de recevoir de Russie, d'un de nos bons camarades dont nous ne citons pas le nom pour des raisons compréhensibles. La lettre fournit une information exceptionnelle, détaillée et intéressante. Comme tous les jours, le lecteur y trouvera toutes les précisions voulues : noms, lieux, dates, etc., de façon à ce que chacun puisse contrôler les faits révélés. Et comme tous les jours, nous signalons des faits à l'attention et à la conscience des Russes, des Barbusse, des « Amis de l'U.R.S.S. », des « Amis de la Révolution Russe », etc., etc.

Voici la lettre :

Mars 1928.

« Chers amis,  
J'espère que cette lettre vous parviendra malgré tout. Je vous y fournis quelques informations qui pourront être intéressantes et utiles pour la cause. Il s'agit des persécution qui subissent nos frères d'idée. Je vous dirai ce que je sais de certain sur le sort de quelques camarades.

« A Aktubinsk se trouve en exil le camarade Lébédoff, étudiant ukrainien, anarchiste individualiste, transféré de la Kysl-Orda en 1927.

« Marc Nékhamine se trouve toujours à Akmolinsk.  
« Michel Balourine est transféré de Tachkent à Akmolinsk.

« Le camarade A. Sadina est déporté à Onda (gouvernement d'Arkhangelsk).

« Les camarades suivants se trouvent actuellement à Kysl-Orda : G. Orlovsky, anarcho-sindicaliste, ayant déjà fait des travaux forcés sous le tsar ; T. Korkoff, ouvrier boulanger, de Léningrad ; Zina Gourevitch, étudiante ; P. Jakovlev, étudiant, se trouve à Kysl-Orda depuis le mois de juin 1927, après avoir été emprisonné à Solovki et, ensuite, à l'« isolateur » de Verkhne-Ouralisk ; Tania Goubrassova, atteinte de la tuberculose pulmonaire, fut transférée ici de l'« isolateur » de Verkhne-Ouralisk (sa sœur, Anna Goubrassova, anarchiste aussi, est enfermée dans le même isolateur ; son frère est en exil) ; O. Dessine, docteur, de Sébastopol.

« Sept anarchistes sont en exil à Minoussinsk (Sibérie) : Bassovitch, Minaïeff, Roslovitch, Michel, Nicolas Bélaïeff, Rouvinsky (passa par les Solovki et l'« isolateur » de Verkhne-Ouralisk, d'où il sortit le 19 décembre 1927) et Pangloff (aussi après les Solovki et l'« isolateur » de Verkhne-Ouralisk).

« L'anarchiste S. Modine, ouvrier des usines d'Ijma, resta longtemps emprisonné à Solovki. Actuellement, en exil à Hikment.

« L'anarchiste Koulikoff, ouvrier charpentier, se trouve en exil à Kysl-Orda.

« Antoine Chliakhovoi est emprisonné à l'« isolateur » de Verkhne-Ouralisk.

« Victor Sergueïeff est toujours à Tioumenne.

« S. Silberg, anarcho-sindicaliste, est déporté à Tver.

« Rachel Chapiro doit partir incessamment à Minoussinsk.

« La camarade Hélène Sasanovitch, étudiante, est transférée d'Irbite à Samarovo (district de Tobolsk).

« Le camarade Varchavsky est condamné à 3 ans de réclusion dans l'« isolateur » politique » de Soudal.

« Douze ouvriers anarchistes viennent d'être « condamnés » à trois ans de Solovki pour avoir protesté, non seulement contre l'exécution de Sacco et Vanzetti, mais aussi contre l'hypocrisie des bolcheviks (leurs noms restent encore inconnus).

« Un socialiste-révolutionnaire de gauche, Riabinine termine, en 1926, sa peine dans l'« isolateur » de Verkhne-Ouralisk. En septembre 1926, il fut déporté dans la région d'Oural. Il s'évada, fut réarrêté et réinstallé, en décembre 1927, dans l'« isolateur » de Verkhne-Ouralisk.

« Notre camarade Alia Liliental, de Léningrad, fut arrêtée pour avoir soutenu une correspondance avec des amis à l'étranger. Elle est « condamnée » à trois ans d'exil à Kasakhstan. Le 28 février 1928, elle arriva à Pétrouavlovsk.

« Otto Ritovsky est un jeune anarchiste-individualiste. En 1925, il tenta de se suicider pour protester contre le régime épouvantable de l'« isolateur » politique de Verkhne-Ouralisk. Un pur hasard permit à d'autres reclus de le sauver. Il fut transféré, ensuite, à l'« isolateur » de Soudal. Il y termina sa peine et doit être exilé dans le gouvernement de Tobolsk.

« V. Postnikov, anarchiste, passa par Solovki, termina sa peine dans l'« isolateur » politique de Verkhne-Ouralisk en novembre 1927. Fut exilé dans la région où il se trouve en ce moment.

« Le socialiste-révolutionnaire de gauche I. Nestroïeff vient de terminer sa peine dans l'« isolateur » de Verkhne-Ouralisk, il est exilé à Krasnokochaisk.

« Michel Vsevolodsky fut arrêté à Saratov en automne 11 est emprisonné dans l'« isolateur » politique de Verkhne-Ouralisk.

« L'ISOLATEUR POLITIQUE DE VERKHNE-OURALISK »

« On comptait, en janvier 1928, 189 reclus politiques dans l'« isolateur » politique de Verkhne-Ouralisk, dont 25 femmes. Sur ces 189 détenus, il y avait : 80 social-démocrates, 60 sionistes, 30 anarchistes, 12 socialistes-révolutionnaires de la droite, et 7 socialistes-révolutionnaires de gauche. Le régime de cette prison est épouvantable. Toute la journée, les reclus restent enfermés dans leurs cellules. Ils ne peuvent aller au W.C. que deux fois par jour. Il leur est défendu de passer des livres à leurs camarades, et ils sont contraints de remettre immédiatement chaque livre terminé à la bibliothèque. La correspondance des détenus est limitée : ils ne peuvent écrire que six lettres par mois et à de proches parents seulement. Il leur est défendu de passer les journaux les uns aux autres, ce qui oblige chaque détenu de s'abonner à un journal, dépense sensible et inutile. Il est défendu aux parents ou aux amis d'apporter des livres aux détenus. Les livres de dehors ne sont admis qu'à condition qu'ils viennent directement d'une librairie.

« Les prisonniers n'ont pas le droit... d'aimer ni de se marier, même après avoir purgé leur peine. Habituellement, la Guepou fait déporter ces prisonniers en des endroits différents. Ainsi, l'anarchiste Rouvinsky et sa compagne Goubrassova ayant terminé leur période de réclusion simultanément, furent tous les deux déportés, lui à Minoussinsk (Sibérie), elle, à Kasakhstan (Tourkestan). Une pareille politique de la Guepou provoque

déjà plusieurs grèves de la faim. La première fut déclarée en 1926 par l'anarchiste Béliankine qui devait être déporté séparé de sa compagne. Le résultat de cette grève fut un véritable massacre de presque tous les détenus politiques de Verkhne-Ouralisk. Le camarade Béliankine refusait toute nourriture durant dix-huit jours, après quoi on le soumit à une alimentation artificielle. Cet acte provoqua une protestation vigoureuse de tous les détenus politiques, et alors... des détachements de tchékistes et de soldats firent irruption dans les cellules et se mirent à frapper cruellement les prisonniers en arrachant leurs habits et en les soumettant à de véritables tortures. Pendant trois jours, le 31 octobre, le 1<sup>er</sup> et le 2 novembre 1926, les prisonniers restèrent nus sur le plancher, dans des cellules dénuées de toute pièce d'ameublement, et sans nourriture. Ce massacre aboutit au décès de deux social-démocrates : Smirnov et Likhitchinsky. D'autre part, l'anarchiste Roia Choulmann tomba mentalement malade à la suite de ces événements. Pendant plusieurs jours, elle sanglota dans sa cellule. Finalement, l'administration fut obligée de constater sa maladie et de l'envoyer à Moscou à fins d'un traitement sérieux. A Moscou, la camarade fut installée à l'hôpital de la prison de Boutyriki. Elle fut, ensuite, réinstallée dans la prison de Verkhne-Ouralisk comme « complètement guérie ». Cependant, son état de santé est loin d'être satisfaisant, et le régime très dur de la prison peut, sans aucun doute, provoquer une rechute.

« La camarade Klara Federnoeff fit une grève de la faim de dix-sept jours en demandant d'être déportée au même endroit où il fut son mari. Finalement les autorités céderent, et la camarade fut exilée à Iaroslavl avec son mari.

« Un social-démocrate dut recourir à dix-huit jours de grève de la faim pour obtenir l'autorisation de correspondre avec sa femme.

## LE MASSACRE D'IJMA

« Il fut déjà question, dans l'une de vos chroniques précédentes, du massacre organisé à la prison d'Ijma par le tchékiste Dronoff. Je veux y ajouter que deux sionistes, cruellement frappés lors de ce massacre, furent ensuite transférés à la prison de la Guepou. Ce furent les nommés S. Eisenberg et Karabchinsky. Ce dernier tomba mentalement malade, tellement on l'a frappé. Plus tard, il fut transféré à l'« isolateur » de Verkhne-Ouralisk, et fut, finalement, exilé en Sibérie.

« Quatre étudiants anarchistes se trouvant dans la prison de Tobolsk, à savoir : Volzky (autrement Dubrovsky), M. Gromoff (autrement M. Diky), Serge Sokoloff et A. Chekhmann publièrent dans la « Pravda » une lettre où ils renient leurs idées anarchistes et déclarent comme cela se fait habituellement dans ces cas, que « les causes de la faillite de l'anarchisme gisent, non pas dans les conditions extérieures, mais bien dans l'idée anarchiste elle-même », et que « l'unique organisation... etc., est le parti communiste » (« Pravda », n° du 18 janvier 1928). Comme récompense de leur trahison, tous les quatre furent mis en liberté, arrivèrent à Moscou et reçurent, de plus, 1.000 roubles pour la promesse d'écrire un livre sur les erreurs de l'anarchisme.

« Quelques mots sur l'opposition du P. C. »

« Actuellement les membres de l'opposition du P. C. partagent le sort de ceux des autres partis politiques. Ainsi, V. M. Smirnov est exilé à Bérésovo (lieu d'exil historique, depuis Pierre le Grand, à l'Extrême-Nord). Le communiste notoire Smilga est installé à Tagour, petit village du district de Narine (Sibérie). C'est sa quatrième déportation, car il a été déporté trois fois aux temps du tsar. Rakovsky est déporté à Astrakhan, Priborajensky est exilé dans la région d'Oural. Trotsky est installé à Alma-Ata, etc. Il est intéressant de constater que la Guepou verse aux membres exilés de l'opposition 30 roubles par mois, tandis qu'à tous autres elle ne remet que 6 fr. 25 centimes.

« DERNIERES NOUVELLES »

« Je suppose que vous avez déjà appris la tragédie récente de Khiva. Le 17 février 1928, le jeune sioniste Bronstein, neveu de Trotsky, y fut sauvagement tué par le chef de la prison locale. Tous les autres détenus politiques y furent cruellement frappés, et deux d'entre eux furent battus de verges. D'autres détails manquent encore. »

« NOTRE TOMBOLA »

Le succès obtenu par la tombola que nous avons organisée au profit du « Libertaire » a dépassé toutes nos prévisions. Nombreux sont les camarades et groupes qui se sont offerts pour diffuser des billets. Cependant nous leur rappelons que le tirage aura lieu le 24 juin à Garches, c'est pourquoi nous demandons à tous d'assurer la diffusion avant le 18 juin, passé cette date, retourner les invendus (s'il y en a) à M. Faugier, 72, rue des Prairies.

« Les camarades qui pourraient offrir des lots sont priés de les envoyer même adresse.

« A TOUS ! »

N'oubliez pas de rétenir votre journée du 24 juin pour assister à la grande fête champêtre du « Libertaire » dans les bois de Garches. Bal champêtre, concert, attractions, jeux. Des renseignements complémentaires paraîtront dans les prochains numéros.

« Anarchistes Syndicalistes Révolutionnaires »

Avez-vous pensé à soutenir Le Libertaire ? Il ne vit que par vous, et pour vous.

## ÉLÉMENTS NEUFS ET ANCIENS DANS L'ANARCHISME

La revue anarchiste Plus Loin publie, dans son numéro de mars, des articles de la camarade Isidine qui se rapportent, en partie, au dernier congrès de l'U. A. C. R. ; mais qui, dans la plus grande part de leur développement abordent toute une série d'affirmations, émises par la Plate Forme au point de vue organisationnel.

Nous estimons qu'il est nécessaire d'examiner ces articles, surtout le second, afin d'introduire de la clarté dans certaines questions discutables ou dissiper quelques malentendus.

La camarade Isidine oppose à notre conception du parti, en tant qu'organisation anarchiste révolutionnaire, l'ancienne conception de parti, correspondant à une époque, où en réalité les anarchistes n'avaient pas de parti, mais se rencontraient dans une compréhension commune des fins et des moyens pour y arriver.

Mais précisément, un tel « parti », se limitant à une analogie d'idées, mais privé de formes d'organisation, correspondait seulement à la période primaire du mouvement anarchiste ; ce dernier naissait à peine, ses pionniers se rapprochaient à tâtons, ils n'avaient pas été trempés par l'expérience sérieuse de la vie.

Le socialisme, en son temps, avait vécu sous une pareille forme nébuleuse du mouvement.

Pourtant, au fur et à mesure que la lutte sociale des masses se développait et devenait aiguë, toutes les tendances qui s'efforçaient, en quelque façon, d'influencer l'issue de cette lutte, prenaient des formes plus précises, au point de vue organisationnel et politique. Les tendances qui n'observaient pas cette règle étaient en retard sur la vie. Nous, anarchistes russes, l'avons particulièrement ressenti, grâce à l'expérience de nos deux révolutions de 1905 et 1917. Tandis qu'au début de la Révolution, nous étions aux postes de combat les plus avancés, dès que commençait la phase constructive, inmanquablement, nous nous retrouvions à côté de cette dernière et, partant, en dehors des masses. Ce n'était pas là l'effet du hasard ; une telle position découlait inévitablement de notre impuissance, au point de vue organisationnel, et de notre confusionnisme idéologique.

L'époque présente, au cours de laquelle, les masses interviennent et agissent dans l'arène de la lutte sociale, exige de l'Anarchisme, quelque chose de plus qu'un « parti » dépourvu de formes d'organisation et édifié seulement sur la notion d'un bel idéal.

Cette époque exige que le mouvement anarchiste, en entier, donne des réponses directes à toute une série de questions de la plus haute importance pour la lutte sociale et pour l'édification socialiste.

Elle exige que nous nous sentions responsables des mots d'ordre anarchistes. Mais aussi longtemps que nous n'aurons pas d'organisation anarchiste ayant l'importance de l'ensemble d'un parti, il nous sera impossible de fournir ces réponses ; d'accepter ces responsabilités.

En effet, le caractère distinctif de tous, de notre mouvement, est de ne pas avoir d'unité de vues ; même au sujet de questions fondamentales de la lutte sociale et de l'édification du monde nouveau.

Il connaît autant d'opinions qu'il y a de personnes ou de groupements.

Certains anarchistes appellent cela la variété de la pensée anarchiste ; c'est peut-être une variété de pensée, mais le travail en bataille ne sait qu'en faire ; ce n'est pour lui qu'une absurdité.

Et alors pour sortir du marasme de l'absurdité, dans lequel le mouvement anarchiste s'est enlisé, parce qu'en grandissant numériquement, il est resté à la phase primaire de l'organisation ; il lui est indispensable de faire un effort énergique et décisif ; il lui faut adopter des formes d'organisation, pour lesquelles il est mûr depuis longtemps, et sans lesquelles il ne pourra plus occuper sa place dans le combat pour un monde nouveau.

Il doit donc adopter les formes d'une organisation anarchiste, d'un parti d'ensemble. La nécessité vitale, de ce nouveau pas, est reconnue par de nombreux camarades, pour qui le sort de l'anarchisme, est lié à celui du travail militant. Mais la tradition, et surtout le fait que les anarchistes n'ont pas fait l'apprentissage de l'organisation, empêchent certains d'entre eux de sentir les tâches indispensables de l'heure présente ; il est profondément tragique de les voir se charger du rôle ingrat de combattre cette vérité.

C'est précisément en ce sens qu'intervint récemment, contre nous notre estimé camarade Malatesta.

La camarade Isidine, si nous la comprenons bien, n'est pas de ces anarchistes, dont nous causons plus haut, mais elle n'est pas entrée non plus dans les rangs du mouvement nouveau.

Abordons, maintenant, les divers points des remarques critiques de la camarade Isidine. Tout le monde sait que tout principe sain peut, étant dénaturé, servir une cause contraire à celle qu'il lui était primitivement assignée.

Il en fut ainsi, dans nos rangs, pour le fédéralisme : en s'abritant derrière ce dernier, beaucoup de groupes et certaines individualités (souvent de simples aventuriers) commettaient des actes, dont la honte, rejallissait sur le mouvement tout entier. Toute intervention, dans de pareils cas, n'avait pas de résultats, car les auteurs de ces actes honteux s'en référaient à leur autonomie, au fédéralisme qui leur permettait d'agir comme il leur semblait bon. Evidemment, il n'y avait là qu'une grossière déviation du fédéralisme.

Il peut en être ainsi pour toute une série d'autres principes et, en particulier, pour le principe du parti anarchiste, s'il tombe entre les mains de gens stupides ou sans scrupules.

Dans un autre ordre d'idées, il est peut-être possible que nos camarades Français se soient laissés quelque peu entraîner dans la voie du centralisme (quoique nous

ne le pensions pas), mais on ne peut qu'approuver qu'ils s'efforcent de sortir du chaos, pour entrer dans la voie saine de l'esprit d'organisation anarchiste.

Y réussiront-ils ? C'est là une question qui doit être résolue séparément. Toute une série de causes doit agir, pour qu'elle reçoive une solution juste : la première, c'est la présence dans le mouvement anarchiste français, d'individualités ayant une conception claire des problèmes d'organisation de politique et de tactique de l'anarchisme ; capables de le formuler, et de diriger l'activité dans le sens fixé.

C'est précisément dans les dernières résolutions du Congrès des anarchistes français que beaucoup de camarades aperçoivent un pas en avant.

La camarade Isidine est également fortement en désaccord avec le principe de majorité. Nous estimons pourtant que sur ce point, la discussion n'est guère nécessaire. Dans le domaine pratique de l'anarchisme, cette question est depuis longtemps résolue. Presque toujours et presque partout, les questions pratiques de notre mouvement sont tranchées à la majorité des voix. En même temps, la minorité conserve sa propre opinion, mais ne se dresse point contre la décision ; généralement et volontairement, elle fait des concessions. C'est parfaitement compréhensible : il ne peut y avoir d'autres façons de résoudre les questions dans des organisations sérieuses ; au surplus, il n'existe pas d'autre méthode. Au cas où les divergences de vues entre majorité et minorité sont dues à des raisons tellement importantes qu'aucune des deux parties ne peut céder, il se produit une scission, quels que soient les principes et les formules auxquels adhéraient auparavant l'organisation. Nous sommes en présence d'un fait analogue dans le P. C. de l'U. R. S. S. Nous ne sommes pas d'accord non plus, avec la camarade Isidine, quand elle dit que l'organe (le journal) d'un groupe isolé peut avoir une ligne de conduite bien définie. Par contre, selon elle, l'organe de l'Union Générale Anarchiste devrait refléter toutes les opinions et tendances existant dans cette Union.

En effet, l'organe d'un groupe particulier appartient, non seulement à ce dernier, mais à tous ceux qui le soutiennent matériellement et idéologiquement. Puisque malgré cela, une ligne de conduite bien déterminée est nécessaire à ce journal local, à plus forte raison cette ligne de conduite est indispensable au journal de l'Union, qui lui, a bien plus de responsabilité envers le mouvement anarchiste tout entier qu'un journal de groupe particulier.

Certes, l'organe de l'Union doit laisser à la minorité une place pour s'exprimer, sinon cette dernière serait privée du droit de parler. Mais, tout en permettant à la minorité d'exposer son point de vue, le journal de l'Union doit avoir simultanément sa ligne de conduite définie, et non pas refléter simplement les diverses opinions et états d'esprits se créant dans l'Union.

Comme exemple prouvant qu'une décision adoptée par l'ensemble du parti ne conviendrait pas, la camarade Isidine cite le mouvement mahknoviste, en face duquel les anarchistes eurent des attitudes diverses. Cet exemple se prononce plutôt en faveur de la nécessité urgente d'un parti anarchiste, que contre celle-ci.

Cette différence de position s'explique tout d'abord, par le fait que de nombreux libertaires ignoraient complètement ce mouvement au temps de son développement ; ensuite, beaucoup d'entre eux n'avaient pas la force de l'analyse et de s'orienter, au point de vue politique, en face d'un mouvement aussi vaste et original que celui des mahknovistes. Ils avaient besoin de l'aide d'une collectivité sérieuse. Et si les anarchistes russes avaient eu, à l'époque, une organisation politique sérieuse, cette dernière aurait considéré comme un devoir l'étude méticuleuse de ce mouvement. Et, se basant sur cette étude, elle aurait établi l'attitude à adopter en face de lui. Cela aurait été plus utile, et pour l'anarchisme et pour le mouvement mahknoviste, que la position chaotique, inorganisée, dont firent preuve les anarchistes envers ce dernier pendant les années où il se développait. Il en fut de même au sujet de la guerre.

Il est possible qu'il surgisse également dans les partis, des divergences à propos de pareilles questions. Et, fréquemment, dans de tels cas, les partis se scindent. Pourtant, il y a lieu de considérer comme règle que dans toutes les questions de ce genre, il faut prendre comme point de départ, non pas la conscience et la tactique personnelles de chaque anarchiste pris séparément, mais le sens fondamental de l'idéologie, de la politique et de la tactique du parti. Ce n'est qu'ainsi que le mouvement anarchiste entier pourra maintenir sa ligne de conduite et conserver sa liaison avec les masses. L'organisation et le principe de la délégation n'empêchent nullement l'initiative de se manifester, comme le pense la camarade Isidine. Au contraire, toute initiative saine sera toujours appuyée par l'organisation anarchiste. L'organisation et le principe de la délégation tendent non pas à abolir l'initiative, mais à substituer à l'activité, développée occasionnellement, par des personnes intervenant au hasard, le travail organisé d'une collectivité.

En effet, il arrive bien souvent, chez nous, que des personnes désignées par le hasard abordent des œuvres entraînant une responsabilité considérable et qui ne pourraient être menées à bien que par des grandes organisations ; ils gâchent ces œuvres et les ruinent.

Il en fut ainsi, fréquemment chez nous, avec l'édition de journaux, revues, la création de clubs. Evidemment, il n'est interdit à personne de commencer à éditer un journal en dehors de l'organisation, mais celui qui le ferait et ne se verrait pas soutenu par cette dernière, n'aurait qu'à s'en prendre à lui-même ; l'organisation a le droit de conduire son œuvre suivant sa conception et n'a pas à tenir compte des caprices de quelques personnes isolées.

Sans doute, bien des choses ont été

créées dans l'anarchisme par l'initiative de groupes et d'individualités, mais cette initiative fut toujours soutenue, dans une certaine mesure, par les collectivités existantes. Il ne pouvait en être autrement. Un mouvement qui ne vivrait que par les créations des différents groupements et individus, perdrait son souffle et dégèrerait. C'est pour cela qu'une des tâches principales de notre mouvement consiste à établir des conditions permettant à tout militant, non seulement de faire preuve d'initiative, mais de développer cette dernière, en faisant le bien du mouvement tout entier. Jusqu'ici, notre mouvement n'a point disposé de telles conditions faute d'une organisation générale, grâce à laquelle tout militant véritable aurait pu trouver à appliquer ses forces. Il est universellement connu que certains militants du mouvement anarchiste, ont renoncé à la lutte, seulement parce qu'ils n'ont pas pu appliquer leurs efforts dans les rangs anarchistes.

D'autre part, il est hors de doute que beaucoup d'ouvriers révolutionnaires qui dans les rangs du P. C. de l'U. R. S. S. ont perdu leurs illusions envers l'idéologie bolcheviste, pourraient adhérer à l'anarchisme. Ils ne le font pas, par manque d'une organisation générale ayant une orientation définie.

La camarade Isidine aperçoit un des mérites de la plate forme, en ce que celle-ci a posé le principe de la responsabilité dans le mouvement anarchiste. Pourtant, elle ne conçoit ce principe que dans l'aspect de la responsabilité morale. Cependant, dans un vaste mouvement organisé, la responsabilité ne peut s'exprimer que sous la forme de la responsabilité de l'organisation.

La responsabilité morale qui n'admet pas la responsabilité de l'organisation perd toute valeur dans le travail collectif ; elle se transforme en une simple expression dépourvue de contenu.

Ce qu'il nous faut, dit la camarade Isidine, c'est moins une organisation qu'une ligne de conduite définie et un programme concret immédiat. Mais comment peut-on concevoir l'un et l'autre, sans posséder une organisation préalable. Ne serait-ce que pour poser les questions du programme et de la ligne de conduite, il faudrait déjà qu'il existe une organisation prenant l'engagement de lutter pour un programme et une ligne de conduite bien déterminée.

Actuellement, l'organisation des anarchistes russes « Dielo Trouda » a pris un pareil engagement, appuyée par toute une série d'organisations ouvrières anarchistes de l'Amérique du Nord et par des camarades en Russie.

Il y aura peut-être dans la besogne préparatoire exécutée par ces organisations certaines erreurs et lacunes. Il importera de les signaler et les réparer. Mais il ne subsiste aucun doute quand on fonde, au nom de quoi militant et combattant ces organisations : l'élaboration d'un programme défini, d'une ligne politique et tactique bien déterminée de l'anarchisme, la création d'une organisation générale qui dirigera le mouvement anarchiste tout entier. C'est une nécessité vitale pour l'existence de notre mouvement.

P. ARCHEINOFF.

## LE CONGRÈS SOCIALISTE

Pendant de longues et chaudes journées, ces messieurs du Parti S.F.I.O. (Section française de l'Internationale ouvrière...) ont parlé. Toute la presse de petite comme de grande déformation a entretenu ses lecteurs des discussions, motions, résolutions, discours qui ont marqué cet événement politique.

Il y fut naturellement question des élections, de la trahison des communistes et de l'attitude qu'observeront pendant la législature qui vient de commencer les 104 élus du Parti.

Est-il utile d'analyser ces débats fastidieux ? Non. Tout au plus, peut-on brièvement tirer de tout ce verbiage une « morale », si l'on peut dire ! Ne serait-ce que pour rassurer les électeurs bourgeois qui ont, en plus grand nombre qu'on ne le suppose, contribué à assurer la fortune des candidats de la II<sup>e</sup> Internationale.

Vous savez tous que le Parti S.F.I.O., comme tout parti de lutte de classes qui se respecte, compte dans son sein un lot important d'avocats d'affaires pour lesquels, en raison de leur fortune, la question de la vie chère est résolue, de vétérinaires, journalistes, de requins de presse et de mercantis de tout acabit qui ne voient dans la politique qu'un excellent moyen de publicité.

Dire que tous ces membres de la Section française, etc. ne se nourrissent pas des excellents sentiments qu'ils professent à l'égard de la classe ouvrière serait mentir. Ils se gargarisent, au contraire, des plus belles formules qui puissent faire le bonheur du peuple, mais ce qu'on peut affirmer sans crainte de démenti, c'est que tous ces gens ne se hasardent pas à essayer de les mettre en pratique et que tout cela ne dépasse pas le cadre de la déclamation.

Or, à Toulouse, ces messieurs du socialisme unifié se sont montrés au-dessous de tout. Ils n'ont pas même trouvé le moyen de radier de leur soi-disant organisation révolutionnaire leur collègue Albert Thomas dont les courbettes à Mussolini et à Primo de Rivera étaient pourtant trop récentes pour être déjà oubliées.

Demain, comme hier, le socialiste Thomas pourra à son gré glorifier le fascisme, Boncompagni être ministre, Bouisson présider la Chambre, Alexandre Varenne être pro-consul, ce qui n'empêchera pas Blum, et avec des raisons meilleures, de préconiser la dictature sous forme de « vacances de légalité ».

Je vous conseille de lire la fameuse motion d'unanimité adoptée à ce Congrès. C'est un modèle de casuistique.

Si avec cela Poincaré n'est pas content, c'est qu'il est bien difficile.

Le Parti socialiste s'affirme de plus en plus un parti de défense bourgeoise aussi méprisable que tous les autres partis bourgeois. P. M.



